

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 15 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEPE DE PLEMY

146 RUE PARADIS
13006 Marseille

Code AIOT : 0005520176

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement SEPE DE PLEMY implanté ROUTE DEPARTEMENTALE N 768 22150 Plémy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une trentaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE DE PLEMY
- ROUTE DEPARTEMENTALE N 768 22150 Plémy
- Code AIOT : 0005520176
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien SEPE de PLEMY, situé sur la commune de Plémy, est autorisé par arrêté préfectoral du 11/10/2018. Il comprend un poste de livraison et 6 éoliennes de 86,5 et 92 m de hauteur en bout de pale.

Les éoliennes E1, E2 et E3 ont une puissance nominale de 0,8 MW.

Les éoliennes E4, E5 et E6 ont une puissance nominale de 2,3 MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Accessibilité
- Contrôle des accès
- Identification des aérogénérateurs
- Exercice incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès secours	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
2	Accès sécurisé aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
3	Signalisation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
5	Procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection inopinée a montré la conformité du parc au niveau de l'éolienne E2 en termes d'accessibilité, de contrôle des accès, d'affichage et d'identification de l'éolienne.

Elle a également montré une bonne maîtrise des procédures d'urgence et une bonne réactivité lors de l'exercice de simulation d'un incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Disposition constructive
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'éolienne E2 et le poste de livraison ont fait l'objet de ce contrôle. Les installations contrôlées disposent d'une voie d'accès carrossable, en bon état. Les abords de l'éolienne étaient en bon état de propreté lors du contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accès sécurisé aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les portes de l'éolienne E2 et du poste de livraison ont été testées. Elles étaient correctement fermées à clés lors du contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Un panneau avec les consignes de sécurité est disposé de façon visible à l'entrée du chemin menant directement à l'éolienne E2 et du poste de livraison. Le numéro, E2, est inscrit de façon lisible sur le mât de l'éolienne. Afin de répondre correctement à la prescription, l'exploitant veillera à compléter ce numéro avec le numéro complet d'identification de la base OREOL, à savoir 00005520176_E2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : À notre arrivée sur l'éolienne E2, un appel au numéro d'urgence figurant sur le panneau d'informations à l'entrée du chemin a été réalisé. Une opératrice a immédiatement répondu à notre appel. Une demande de simulation d'incident a été demandé à l'opératrice qui a accepté de jouer la simulation. L'exercice a porté sur le constat d'un début d'incendie au niveau de la nacelle (dégagement de fumées) par un passant. L'opératrice a correctement déroulé la procédure d'urgence pour ce type d'incident : <ul style="list-style-type: none">- <u>Procédure d'arrêt d'urgence</u> : elle a demandé le numéro d'identification de la machine et a proposé l'arrêt. La machine s'est arrêtée 3 min après le début de l'appel (arrêt normal réalisé à distance).- <u>Procédure de mise en sécurité du passant</u> : l'opératrice ne nous a pas indiqué de nous mettre en sécurité. Nous avons donc demandé si nous devons rester sous la machine. Elle nous a alors expressément demandé de quitter les lieux. Avant de raccrocher, elle a pris notre identité et numéro de téléphone.- <u>Maintenance</u> : l'opératrice a simulé l'alerte au maintenancier pour le prévenir de l'incident.- <u>Appel aux secours</u> : la simulation de l'appel auprès des services de secours a été réalisé. L'opératrice a proposé l'envoi des coordonnées GPS, a donné le nom du parc et de la commune et a demandé une intervention des secours sur place. La procédure a été mise en oeuvre en 11 min.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none">- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : À notre arrivée sur l'éolienne E2, un appel au numéro d'urgence figurant sur le panneau d'informations à l'entrée du chemin a été réalisé. L'exercice a débuté à 09:43 et s'est correctement terminé à 09:54. Les secours ont été alertés en moins de 15 min et la procédure d'arrêt d'urgence a été réalisée en moins de 5 min.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet